

qu'ils soient dans des régions riches ou dépourvues—puissent fournir à leur population les mêmes services. Je crois que cela a puissamment contribué au maintien de l'unité canadienne. Combien de temps la nation aurait-elle survécu si les gouvernements de certaines des provinces plus riches avaient continué de fournir à leur population des services que d'autres provinces moins fortunées n'auraient pas pu offrir.

Toutefois, les temps changent naturellement d'une année à l'autre, et de nouveaux problèmes surgissent. Il est bon que ces accords fiscaux soient révisés, que nous tirions profit de notre expérience, que nous fassions de nouvelles suggestions aux provinces, que nous en recevions aussi de leur part, comme il se doit, et que nous adaptions ces accords aux besoins actuels. Aussi, suis-je heureux que ces conférences aient lieu afin qu'un nouvel accord entre en vigueur en 1967.

Il est ensuite mentionné dans le discours du trône que nous jouissons d'une prospérité et d'une croissance sans précédent au Canada. Personne ne peut nier que nous avons accru notre production, que les placements augmentent toujours au Canada, et que notre commerce extérieur prend de l'ampleur. Cependant, je m'inquiète un peu parfois de ce que certaines gens parlent de la mainmise étrangère sur notre industrie et sur notre vie.

Honorables sénateurs, je ne suis pas de ceux qui craignent les placements étrangers. A mon humble avis, il n'y a qu'une seule chose qui fasse défaut dans ce domaine au Canada, c'est qu'il n'y en a pas assez. Pourquoi? La Providence s'est montrée généreuse lorsqu'elle a créé cette partie du monde. Peu de régions du monde sont dotées de richesses naturelles plus abondantes que notre pays; or, comment pouvons-nous après un siècle d'existence et une population d'environ 20 millions, réaliser des économies suffisantes pour mettre en valeur et exploiter les ressources de notre pays? La chose est impossible. On ne saurait réaliser des économies aussi importantes dans 100 ans. Les économies ne s'accumulent qu'avec les générations successives et nous devons nous tourner vers les régions plus anciennes du monde pour obtenir les mises de fonds dont nous avons besoin afin d'exploiter les vastes ressources de notre pays.

Certaines des meilleures illustrations de cet avancé se trouvent dans ma province natale où nous avons aujourd'hui des aménagements qui comptent parmi les plus importants au Canada, je veux parler de l'industrie de la potasse. Nous avons présentement en exploitation trois gisements de potasse et il y en a sept autres en voie

d'aménagement. Chaque gisement exige une immobilisation de capitaux s'élevant entre 50 et 80 millions de dollars. Comment la Saskatchewan, qui ne compte qu'un million d'habitants, aurait-elle pu épargner en soixante ans, assez d'argent pour être en mesure de mettre en valeur une richesse semblable? Mais non, cette richesse est exploitée par des Canadiens, des Américains, des Français, des Allemands; et, pour ma part, je suis extrêmement heureux qu'ils soient disposés à placer leur argent en Saskatchewan pour mettre en valeur nos ressources et créer des emplois pour nos gens. (*Applaudissements*)

Il n'y a pas que la potasse en Saskatchewan, mais aussi l'industrie pétrolière. Si je songe aux millions de dollars affectés au seul secteur d'exploration dans l'industrie pétrolière, je puis vous affirmer qu'il serait impossible de trouver tout cet argent au Canada pour en arriver à pareil résultat dans toutes nos provinces.

Naturellement, en plus des placements étrangers, nous recevons une certaine aide maintenant, en vertu d'une loi du Parlement désignée sous le nom de loi stimulant le développement de certaines régions. Elle fut d'un grand secours en Saskatchewan. Depuis la mise en vigueur de la loi, nous avons pu négocier—encore une fois avec une compagnie de New York—en vue de la construction d'une fabrique de pâte de bois dans la région de Prince-Albert, dans la partie septentrionale de la province. Cette entreprise représentera des investissements d'environ 65 millions de dollars, mais ce qui importe surtout c'est qu'elle créera 3,000 emplois dans une région où le chômage a suscité d'énormes difficultés, surtout parmi la population indigène, c'est-à-dire chez les Indiens Métis.

Je veux dire aux honorables sénateurs que peu m'importe d'où vient l'argent, et que si les fonds reçus servent à mettre en valeur une richesse que nous n'avons pu exploiter nous-mêmes et fournissent de l'emploi à nos gens dans des régions où la plupart dépendaient pour vivre de l'assistance sociale—je parle des indigènes et des métis—nous accueillons avec plaisir ces investissements. J'espère, en ce qui concerne ma province—et, certes, en ce qui concerne le Canada en général—que les habitants des autres pays auront assez confiance dans le Canada pour continuer à placer ici leurs économies et pour faire du Canada un endroit où il fera pour nous tous meilleur de vivre.

Toutefois, nous éprouvons au Canada une réelle difficulté aujourd'hui, malgré notre prospérité générale, et c'est que tous les Canadiens ne profitent pas de la prospérité générale qui règne autour de nous.